

**FAITS MARQUANTS DE LA FNUF10****LUNDI, 8 AVRIL 2013**

La dixième session du Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF10) s'est ouverte aujourd'hui à Istanbul, en Turquie. La réunion s'est tenue en plénière tout au long de la journée. Dans la session matinale, la plénière a abordé l'organisation des travaux, l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Instrument concernant les forêts, et le lien entre forêts et développement économique. Le Segment ministériel de la réunion a été ouvert également. Dans l'après-midi, la plénière a examiné les questions nouvelles et les MMO d'une GDF, et les délégués ont entendu des déclarations dans le cadre du Segment ministériel.

**PLENIERE**

**ORGANISATION DES TRAVAUX:** Wu Hongbo, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a lancé la FNUF10 et les délégués ont rappelé les membres du Bureau élus lors de la première session de la FNUF10: Srecko Juricic (Croatie); Mario Ruales Carranza (Equateur); Shuli Davidovich (Israël); Saiful Azam Martinus Abdullah (Malaisie); et Anna Masinja (Zambie). Ils ont élu Carranza par acclamation en tant que Président de la FNUF10 et co-Président du Segment ministériel, et Abdullah comme Rapporteur.

Les délégués ont adopté l'ordre du jour (E/CN.18/2013/1/Rev.1) et accepté la nomination de Veysel Eroglu, Ministre des affaires forestières et de l'eau, Turquie, comme co-Président du Segment ministériel. Le Président Carranza de la FNUF10 a souligné l'organisation des travaux de la FNUF10, en signalant que les travaux seraient menés dans le cadre de deux groupes de travail une fois le Segment ministériel terminé. Les délégués ont décidé que Davidovich et Masinja coprésideraient le Groupe de travail 1, et que Juricic et Abdullah coprésideraient le Groupe de travail 2.

**PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'INSTRUMENT CONCERNANT LES FORÊTS:** La Directrice du FNUF, Jan McAlpine, a résumé le Rapport du Secrétaire-général sur l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Instrument juridiquement non contraignant (IJNC) et dans la réalisation des quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts (OEF) (E/CN.18/2013/2). Elle a signalé que les dispositions de l'Instrument concernant les forêts sont de plus en plus incorporées aux politiques et programmes nationaux, et a souligné qu'il y a une reconnaissance grandissante des avantages socio-économiques des forêts, ainsi que des preuves de la contribution de la GDF à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

**LES FORÊTS ET LE DÉVELOPPEMENT**

**ÉCONOMIQUE:** La Directrice McAlpine a présenté le Rapport du Secrétaire-général sur les forêts et le développement économique (E/CN.18/2013/4) et le Rapport du Secrétaire-général sur conclusions et recommandations permettant d'aborder les enjeux importants relatifs aux forêts et au développement économique (E/CN.18/2013/5), en décrivant les questions relatives aux contributions monétaires et non monétaires des forêts au développement économique, ainsi que les rapports entre les forêts et les autres secteurs. Elle a souligné

les défis, comme le manque de données suffisantes et le besoin d'identifier les catégories prioritaires, et a appelé à un plus grand échange d'informations sud-sud.

**QUESTIONS NOUVELLES:** Dans l'après-midi, la Directrice McAlpine a présenté le Rapport du Secrétaire général sur les questions nouvelles (E/CN.18/2013/6), en soulignant que trois questions nouvelles ont été identifiées: les OMD et l'agenda de développement post-2015; les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20); et l'avenir de l'AIF. Elle a précisé que la révision de l'AIF, prévue pour 2015, évaluera, entre autres, le FNUF et ses fonctions, ainsi que le rôle joué par le PCF. Elle a indiqué que le rapport prie instamment la FNUF10 de discuter des préparatifs pour la révision, y compris une éventuelle feuille de route, des travaux intersessions et les implications financières. McAlpine a également signalé que la FNUF devrait examiner différentes possibilités pour l'avenir de l'AIF, y compris un accord juridiquement contraignant, un accord cadre ou la prorogation de l'Instrument concernant les forêts.

**MMO:** Dans l'après-midi, la Directrice McAlpine a présenté le Rapport du Secrétaire général sur les MMO d'une GDF (E/CN.18/2013/11 et E/CN.18/2013/12), en signalant que les MMO comprennent le financement des forêts et l'échange de technologies. Elle a évoqué les différentes positions concernant le financement des forêts, y compris la proposition d'un fonds mondial pour les forêts et les efforts déployés pour assurer une utilisation plus efficace des financements actuellement disponibles. Elle a indiqué que le rapport reconnaît qu'établir un fonds demandera des efforts à long terme pour examiner les modalités, mais que des décisions doivent être prises dans l'immédiat pour assurer un soutien financier aux pays qui en ont le plus besoin. Elle a évoqué les conclusions de l'AHEG et indiqué que d'autres sources de financement des forêts ont été identifiées, notamment aux niveaux national et régional, ainsi que dans d'autres forums comme les processus relatifs au climat et à la biodiversité.

Naoko Ishii, Président directeur général du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a annoncé que le Mécanisme incitatif du FEM pour les forêts a prolongé ses travaux durant la période 2010-2014 et fournira jusqu'à 1 milliard de dollars US pour la mise en œuvre d'une GDF et pour les programmes de Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et la conservation des forêts, la gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestier (REDD+) au cours de la période.

**SEGMENT MINISTÉRIEL:** Dans la matinée, le Président de la FNUF10 et co-Président du Segment ministériel de la FNUF10 Carranza a lancé le Segment ministériel en remerciant le gouvernement turc pour son accueil. Il a souligné que, malgré la reconnaissance globale des fonctions sociales, culturelles et environnementales des forêts, la contribution économique des forêts aux économies locales, nationales et mondiale est loin d'être pleinement reconnue. Il a mis en exergue les travaux intersessions entrepris par l'AHEG concernant le financement des forêts, en indiquant que la FNUF10 est une occasion pour prendre des mesures concrètes sur la question.



Le co-Président du Segment ministériel de la FNUF10 Eroğlu a souligné le besoin de soulager la pauvreté au niveau mondial et le rôle des forêts dans la réalisation de cet objectif. Il a instamment prié les participants à se centrer sur le lien entre les forêts et le développement économique, non pas seulement dans le cadre de l'environnement, mais également du point de vue du développement durable.

Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre de Turquie, a souligné le rôle des forêts dans la prévention de l'érosion, de la protection de l'eau potable, dans la préservation des écosystèmes et dans le soulagement de la pauvreté, et a instamment demandé que la GDF soit incluse dans l'agenda de développement post-2015. Il a mis en exergue le rôle que doit jouer le FNUF pour faire comprendre au monde les mesures nécessaires à la protection des forêts.

Le Président du Conseil économique et social des Nations Unies, Néstor Osorio, Représentant permanent aux Nations Unies, Colombie, a souligné que le rôle du FNUF consiste à intégrer les trois piliers du développement durable, et l'a félicité de s'assurer que les forêts restent un sujet important dans l'agenda global de développement.

Le Sous-secrétaire général Wu a déclaré que la GDF doit disposer de cadres institutionnels et politiques solides et d'un financement approprié et durable si elle veut réussir. Il a souhaité que la FNUF10 fasse une importante contribution dans ce sens.

La Directrice du FNUF, Jan McAlpine, a présenté le programme de travail FNUF10, conçu pour soutenir l'examen des questions prioritaires, comme la connexion entre les forêts et les questions sociales, économiques et environnementales, ainsi que la convergence des résultats de la FNUF10 avec l'agenda de développement post-2015 et les résultats de Rio+20. Elle a estimé que la FNUF10 est prête à produire des décisions concernant les liens entre forêts et développement économique, et concernant le besoin de financement des forêts pour réaliser les objectifs des Principes et de l'Instrument concernant les forêts.

Eduardo Rojas-Briales, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Président du PCF, a souligné que le moment est opportun pour relier la FNUF10 aux résultats de Rio+20, à l'agenda de développement post-2015, et au processus de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il a expliqué que l'approche panoramique du PCF établit un mécanisme pour l'étude intersectorielle et permet de sensibiliser sur les contributions socio-économiques des forêts au développement humain.

Au cours des déclarations ministérielles de l'après-midi, Inia Batikoto Seruiratu, Ministre d'agriculture, de la pêche et des forêts, et du développement provincial, Îles Fidji, au nom du G77/CHINE, avec Henri Djombo, Ministre de l'économie, des forêts et du développement durable, République du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, et Gabriel Tchango, Ministre des eaux et forêts du Gabon, Jean Claude Nduwayo, Ministres des eaux, de l'environnement, du territoire et de l'aménagement urbain du Burundi, Mathieu Babaud Darret, Ministre des eaux et forêts de Côte d'Ivoire, et Luis Alberto Figueiredo Machado, Sous-secrétaire général à l'environnement, l'énergie, les sciences et les technologies du Brésil, a soutenu l'établissement d'un fonds mondial pour les forêts, centré sur les pays en développement. Le GROUPE AFRICAÏN, avec Nduwayo et Darret, a également appelé à la mise en place d'un Fonds africain pour les forêts. Darret a souligné les barrières financières qu'affrontent les pays africains, en appelant à un mécanisme durable de financement des forêts.

Ginma do Kromosoeto, Ministre de l'aménagement de l'espace, du territoire et de la gestion des forêts du Surinam, a demandé des ressources financières appropriées pour soutenir les pays en développement dans la réalisation des objectifs de l'Instrument concernant les forêts. Blaise Ahanhanzo-Glèlè, Ministre de l'environnement, du logement et du développement urbain, s'exprimant au nom du Bénin, a souligné le besoin d'évaluer la performance des programmes actuels de financement des forêts, afin d'informer la future gestion de ces programmes.

Bautista Rojas Gómez, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles de la République dominicaine, et Christine Sagnò, Directrice nationale des eaux et forêts du Guinée, ont affirmé qu'il est nécessaire d'augmenter le soutien pour le renforcement des capacités. Ephraïm Kamuntu, Ministre de l'eau et de l'environnement de l'Ouganda, a demandé un soutien international pour la gestion des domaines forestiers et des plantations forestières, et pour faciliter l'accès aux fonds pour les forêts en supprimant les conditions et procédures trop

strictes. Waleed Assaf, Ministre de l'agriculture de Palestine, a instamment demandé des financements pour les projets de boisement.

Le G77/CHINE et Tchango ont soutenu le document final de Rio+20, « L'Avenir que nous voulons », et la participation du FNUF dans l'agenda de développement post-2015. Zulkifli Hassan, Ministre des forêts d'Indonésie, a souligné le moment crucial que représente la FNUF10 pour affirmer les synergies entre le FNUF et l'agenda de développement post-2015.

Blaise Ahanhanzo-Glèlè, Ministre de l'environnement, du logement et du développement urbain du Bénin, au nom des PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA), a souligné les recommandations du Rapport du PNUE sur l'économie verte, visant à reconnaître la contribution des forêts à l'économie verte, et a souligné que combattre la désertification et la sécheresse est un prérequis de la GDF. Jari Koskinen, Ministre de l'agriculture et des forêts de Finlande, a appelé à travailler en faveur d'une économie verte basée sur la biologie, avec les forêts comme élément central, et a instamment demandé des investissements dans les forêts.

Bela Szombati, Ministre conseiller, Directeur de la délégation de l'UE en Turquie, a souligné que les forêts contribuent au développement économique à travers leur valeur monétaire, et a demandé une feuille de route claire qui permette au FNUF de prendre une décision concernant son mandat pour la prochaine session.

Jean Omer Beriziky, Premier ministre et Ministre de l'environnement et des forêts de Madagascar, a souligné qu'il est important d'engager toutes les parties prenantes dans les efforts de protection des forêts, notamment les communautés, les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG). Sagnò a plaidé pour un élargissement du dialogue régional sur les forêts.

Chadi Mohanna, Ministre de l'agriculture du Liban, Mduduzi Duncan Dlamini, Ministre du tourisme et des affaires environnementales du Swaziland, Satya Veyash Faugoo, Ministre de l'agro-industrie et de la sécurité alimentaire de Maurice, Fatmir Mediu, Ministre de l'environnement, des forêts et de l'administration de l'eau d'Albanie, Abdeladim Lhafi, Haut commissaire pour l'eau, les forêts et la lutte contre la désertification du Maroc, et Alireza Orangi, Ministre adjoint d'agriculture de l'Iran, ont signalé plusieurs initiatives forestières nationales, comprenant des efforts pour mettre en oeuvre la GDF.

Susil Premajayanth, Ministre de l'environnement et des énergies renouvelables du Sri Lanka, a souligné que les efforts pour la protection des forêts devraient permettre d'atteindre un équilibre entre l'intérêt de maintenir une harmonie entre l'homme et la nature, les intérêts environnementaux et ceux liés au développement. Mikhail Amelyanovich, Ministre des forêts du Belarus, a souligné l'importance des efforts déployés par le FNUF pour assurer la qualité de vie et le bien-être des populations dépendantes des forêts. Lhafi a appelé à une politique cohérente assortie d'un cadre juridique permettant d'intégrer tous les secteurs, et comprenant des politiques d'évaluation et une mobilisation des financements.

### DANS LES COULOIRS

C'est par une matinée pluvieuse que les délégués à la session d'ouverture de la FNUF10 ont entendu les discours des dignitaires sur les principales questions à aborder, comme le financement durable des forêts et le rôle des forêts dans l'agenda de développement post-2015. Il est très vite apparu que les délégués hésitaient sur la question de savoir si le fonds mondial pour les forêts serait une option viable, ou si le financement devrait être abordé par d'autres moyens. Quelques délégués de pays en développement ont déploré les conditionnalités liées à ces « autres moyens ». D'autres ont estimé que les alternatives visant à améliorer la capacité à accéder aux fonds pourraient être admises comme solutions temporaires.

Les délégués ont aussi été occupés à discuter la révision 2015 de l'AIF. Se rappelant le Rapport du Secrétaire général sur les questions nouvelles, de nombreux délégués ont indiqué que la FNUF10 doit impérativement s'organiser et planifier en vue de la révision 2015, afin de s'assurer que les forêts restent un sujet important dans l'agenda du développement, plutôt que de discuter sur ce qui devrait survenir après 2015. Certaines Parties ont cependant averti qu'une décision sur la révision 2015 et une décision sur le financement pourraient être perçues comme co-dépendantes l'une de l'autre, notamment au vu de leur programmation dans le cadre du même Groupe de travail.